

EMPLOIS, MISSIONS, CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL EN DANGER

Après avoir exposé leurs revendications en matière de régimes indemnitaires et de carrières (cf. le tract « Fusion : et les agents dans tout ça ? »), le SNUI et SUD Trésor ont élaboré des alternatives revendicatives aux projets de Bercy qui viennent d'être publiés.

Face à la fusion et à tous ses dangers, le SNUI et SUD Trésor exigent un renforcement des missions actuelles de la DGI et de la DGCP, l'arrêt des suppressions d'emplois et une réelle amélioration des conditions de vie au travail.

L'amplification de la mobilisation de tous les agents est nécessaire pour peser sur les choix du ministre.



AGISSONS ENSEMBLE FACE À LA FUSION !

ARRÊTER LE MASSACRE DES EMPLOIS !

Pour 2008, les suppressions de 1378 emplois à la DGI et de 970 à la DGCP sont injustifiées et fortement contestées.

Le SNUI et SUD Trésor exigent l'arrêt de cette politique désastreuse.

Un moratoire sur les suppressions d'emplois est absolument indispensable au moment où les agents des Impôts et du Trésor vont devoir faire face à une nouvelle vague de restructurations et à l'augmentation continue de leur charge de travail, notamment en matière d'accueil du public.

D'ailleurs, une expertise des besoins en emplois pour chaque mission est même indispensable au fur et à mesure de l'élaboration du processus de la fusion. L'objectif ne doit plus être la chasse aux prétendus gains de productivité, mais le meilleur accomplissement du service.

RENFORCER LES MISSIONS PAR DES STRUCTURES APPROPRIÉES !

Déjà malmenées par les précédentes réformes, l'exercice des missions actuelles de la DGI et de la DGCP doit s'améliorer dans la future organisation des structures. Pour le SNUI et SUD Trésor, seule une définition claire des attributions et des compétences respectives des services peut le permettre.

A chaque mission doit correspondre une structure, composée elle-même de plusieurs services indépendants et complémentaires.

Plutôt que de s'engager tête baissée dans la fusion, l'administration doit d'abord corriger les erreurs commises :

- excès de polyvalence lors des rapprochements CDI-Recettes à la DGI,
- massification et industrialisation du travail lors des fusions-spécialisations de certains postes à la DGCP.

Le maillage territorial actuel est devenu une base minimum, il faut le développer et garantir la présence de toutes les missions et des agents nécessaires dans chaque résidence.

De plus, dans le contexte politique actuel, confier à une autorité unique la gestion de la dépense publique et celle des recettes fiscales constitue un risque inacceptable pour le service public.

Par ailleurs, la nouvelle entité directionnelle doit, sauf à remettre en cause davantage la justice fiscale, garantir l'indépendance du contrôle fiscal pour préserver les droits des contribuables et les conditions d'exercice des activités des agents.

Enfin, la remise en cause de la séparation ordonnateur-comptable fait peser des risques très lourds sur une gestion impartiale et indépendante du secteur public local.

POUR DES CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL RESPECTUEUSES DES AGENTS

Nul besoin de sondages à répétition, les témoignages au quotidien des agents attestent d'une inexorable détérioration des conditions de vie au travail.

Au centre de ce mal-être, la baisse des effectifs qui alourdit de fait la charge de travail qui pèse sur chacun et sur tous. Le SNUI et SUD Trésor revendiquent l'adéquation des moyens aux charges.

Les agents éprouvent aussi un sentiment, une souffrance, celle de travailler uniquement pour satisfaire à la dictature des indicateurs et des objectifs au détriment de la qualité.

Le SNUI et SUD Trésor dénoncent cette dérive productiviste qui tend à séparer les travaux de masse des travaux plus «nobles», brisant ainsi les repères et les solidarités professionnels.

La polyvalence imposée au quotidien participe à cette perte de repères quand elle conduit chaque agent à changer sans cesse de tâches ou à exécuter ces dernières en dehors de tout enchaînement cohérent et sans visibilité quant aux conséquences de ses actions.

Comment être bien au travail quand on en perçoit de moins en moins la finalité ?

Comment accepter d'effectuer un travail de plus en plus éloigné de la justice fiscale, de l'égalité de traitement des citoyens, de la notion de service public ?

L'abandon des indicateurs, dits de performance mais qui ne sont en fait que des indicateurs de productivité permettant de supprimer davantage d'emplois, apparaît comme une nécessité. De même s'impose une réorientation du rôle de l'encadrement aujourd'hui essentiellement axé sur la «culture de résultats» et le contrôle des agents au détriment d'un véritable soutien technique aux agents.

Autre élément contribuant à la détérioration des conditions de vie au travail : l'installation matérielle des personnels.

Pour le SNUI et SUD Trésor, le travail en plateau, en marguerite, en «back office-front-office» doit être banni et les opérations liées à la fusion ne doivent pas constituer un prétexte pour les réintroduire ou les étendre encore plus.

D'autre part, l'ergonomie des applications informatiques doit être harmonisée afin de faciliter l'utilisation de ces dernières et le passage de l'une à l'autre.

La manière dont est apprécié le travail de chacun est également constitutive de bonnes conditions de vie au travail. Ni la notion de mérite ni celle de performance individuelle ne sauraient fonder un quelconque système de reconnaissance des qualifications. L'entretien d'évaluation/notation, d'autant plus dans un cadre budgétaire contraint, ne saurait être l'outil de la reconnaissance professionnelle et de la détermination des parcours de carrière.

Pour le SNUI et SUD Trésor, l'amélioration des conditions de vie au travail passe par des échanges au quotidien dans un cadre de travail collectif, respectueux des personnes au-delà de la seule évaluation des tâches accomplies et par la réaffirmation du rôle d'agent du service public.

Une rémunération revalorisée, une carrière linéaire, des plans de promotions permettant une évolution de carrière dans un cadre lisible et clair, sont autant d'éléments qui concourent à l'amélioration des conditions de vie au travail. Des règles de mutations et d'affectations justes y contribuent également et ce sujet des règles de gestion fera l'objet d'un prochain tract qui viendra encore compléter les expressions communes du SNUI et de SUD Trésor.

Face à la fusion DGI-DGCP, le SNUI et SUD Trésor défendent les intérêts des agents et du service public, mais le risque est grand de voir les conditions de travail encore se dégrader, malgré les propos officiels se voulant rassurants.

Les projets que l'administration a commencé à dévoiler courant janvier 2008 ont été décorés sous cet angle et ils devront comporter de réelles améliorations pour espérer voir le jour.

A défaut d'arrêt des suppressions d'emplois, de renforcement des missions (en particulier celles du contrôle fiscal, de la dépense, du service public local et de l'accueil), d'une forte amélioration des conditions de travail et d'une revalorisation pérenne des rémunérations, le SNUI et SUD Trésor appelleront tous les agents à l'action !